

Enquête financière – Deuxième trimestre 2004

Méthodologie de l'enquête

L'enquête financière, de périodicité trimestrielle, est une enquête de tendance menée, par l'intermédiaire du réseau de succursales de la Banque de France, auprès des établissements de crédit, qui sont interrogés sur leur comportement et sur celui de l'ensemble des entreprises et des particuliers. Les questions visent à saisir, sous forme de notations chiffrées, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux marchés de prêts et placements et des opinions relatives à des situations (trésoreries, endettement global des entreprises et des particuliers, patrimoine financier des particuliers). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité clientèle de l'établissement interrogé, le critère variant selon la nature de la question. Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est favorable (trésoreries, patrimoine financier des particuliers) ou importante (endettement global) et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est défavorable ou faible.

Vue d'ensemble

Au cours du deuxième trimestre 2004, les taux des crédits distribués ont été relevés pour l'ensemble de la clientèle.

Les marges bancaires se sont de nouveau réduites.

Situation des entreprises et des particuliers

Selon les établissements bancaires interrogés, la situation de la trésorerie des entreprises a globalement peu varié au deuxième trimestre 2004.

Les difficultés de paiement sont, dans l'ensemble, restées stables par rapport au trimestre précédent. Les résultats bruts d'exploitation ont légèrement diminué ; les besoins en fonds de roulement ont augmenté. Les besoins de financement à long terme se sont accrus, tout comme les projets d'investissement.

Le patrimoine financier des particuliers a légèrement diminué par rapport au premier trimestre.

Le niveau d'endettement global des particuliers a légèrement progressé au cours du premier trimestre ; les difficultés de paiement sont restées stables.

Au cours du troisième trimestre 2004, la demande globale de crédit devrait se renforcer, de la part des particuliers comme des entreprises.

*Direction de la Conjoncture
Service des Synthèses conjoncturelles*

1. Le comportement des établissements de crédit

Le comportement des établissements de crédit

	<i>(solde des opinions)</i>							
	2002		2003		2004			
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Rémunération des placements :								
des particuliers	- 14	- 26	- 23	- 26	- 30	- 9	- 10	2
des entreprises	- 16	- 26	- 24	- 29	- 18	- 7	- 7	- 2
Taux des crédits :								
aux particuliers	- 38	- 44	- 43	- 54	- 5	- 2	- 26	14
aux entreprises	- 18	- 36	- 21	- 43	- 4	1	- 14	1
Prix des services :								
aux particuliers	16	19	16	9	5	9	11	7
aux entreprises	17	11	18	4	8	7	8	5
Marges bancaires	3	- 1	- 16	- 9	- 4	- 3	- 16	- 19
Évolution prévue de la demande de crédit	- 3	14	5	18	22	27	26	23

Au cours du deuxième trimestre, la concurrence entre les établissements de crédit reste vive en matière de crédits, notamment ceux accordés aux particuliers.

La fidélisation de la clientèle s'appuie surtout sur les crédits immobiliers.

Globalement, les prix des services progressent légèrement ; un nombre croissant de services auparavant gratuits deviennent payants.

L'intensité de la concurrence tend à resserrer les marges bancaires.

Pour les prochains mois, les établissements interrogés prévoient, dans l'ensemble, une progression de la demande globale de crédit.

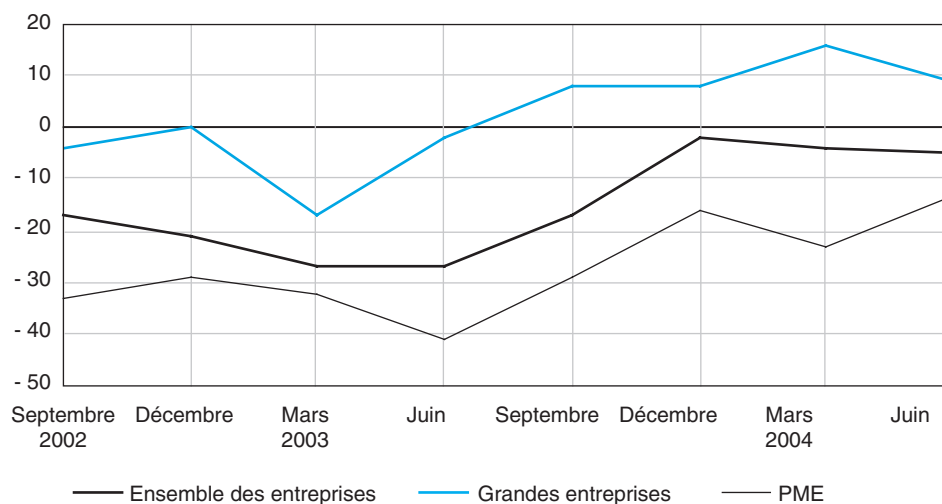
2. Le comportement des entreprises

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'ensemble des entreprises

	2002		2003		2004			
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Situation de trésorerie en fin de période								
Ensemble des entreprises	- 17	- 21	- 27	- 27	- 17	- 2	- 4	- 5
Grandes entreprises	- 4	0	- 17	- 2	8	8	16	9
PME	- 33	- 29	- 32	- 41	- 29	- 16	- 23	- 13
Situation de trésorerie prévue								
Ensemble des entreprises	- 31	- 21	- 21	- 15	- 23	6	- 5	0
Grandes entreprises	- 18	- 4	- 16	3	11	14	7	12
PME	- 35	- 27	- 24	- 16	- 26	6	- 15	- 2
Difficultés de paiement	23	21	17	17	15	8	2	3
Résultats bruts d'exploitation	- 37	- 31	- 41	- 41	- 39	- 14	- 20	- 3
Besoins en fonds de roulement	16	20	18	11	14	9	19	13
Investissements globaux	- 56	- 16	- 60	- 16	- 13	15	- 13	14
Autorisations nouvelles et renouvellements de crédits à court terme	3	18	- 12	7	8	8	- 5	5
Utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes	- 35	- 13	- 43	- 13	6	28	- 2	17
Situation de l'endettement global	- 4	2	- 1	2	8	15	- 1	- 1
Dépôts à vue (encours moyen)	- 8	- 8	- 24	- 1	2	1	1	9
Placements nouveaux liquides	- 26	- 12	- 25	- 13	- 15	- 20	- 13	- 5
Placements nouveaux en titres négociables	- 21	- 14	- 22	- 2	1	- 5	8	0
dont : Titres d'OPCVM	- 14	- 12	- 19	- 2	6	- 1	5	4
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	10	18	10	16	19	24	17	16
Évolution prévue de la demande de crédits à moyen et long termes	- 28	- 1	- 16	4	12	28	19	20

Situation de trésorerie des entreprises

(solde des opinions – séries brutes)



L'état de la trésorerie des entreprises n'a que peu varié, dans l'ensemble, par rapport au trimestre précédent. La situation des grandes entreprises demeure plus favorable que celle des petites et moyennes entreprises, qui s'améliore cependant.

Au cours des prochains mois, une stabilisation des trésoreries est attendue.

Le faible dynamisme de la demande et le renchérissement des matières premières ont pesé sur les résultats bruts d'exploitation, dont le recul est, toutefois, sensiblement moins marqué qu'aux trimestres précédents.

Parallèlement, les besoins en fonds de roulement ont augmenté, sous l'effet, notamment, de l'allongement des délais de paiement consentis à certains clients.

Au total, les difficultés de paiement n'ont pas évolué.

Les autorisations nouvelles et les renouvellements de crédits à court terme progressent faiblement.

Dans le même temps, les investissements globaux et les demandes de prêts à moyen et long termes progressent et concernent, le plus souvent, des opérations de renouvellement, de recherche de productivité ou de mise en conformité. Par ailleurs, les programmes d'investissement immobilier d'entreprise apparaissent plus nombreux.

L'endettement global reste maîtrisé.

Les encours des dépôts à vue se sont accrus durant la période sous revue.

Les placements liquides effectués par les entreprises se sont légèrement contractés, tandis que les placements nouveaux en titres négociables sont restés stables.

Au cours des prochains mois, selon les établissements de crédit interrogés, la demande de crédits de trésorerie et celle de prêts à moyen et long termes devraient continuer de progresser au même rythme qu'au premier trimestre 2004.

3. Le comportement des particuliers

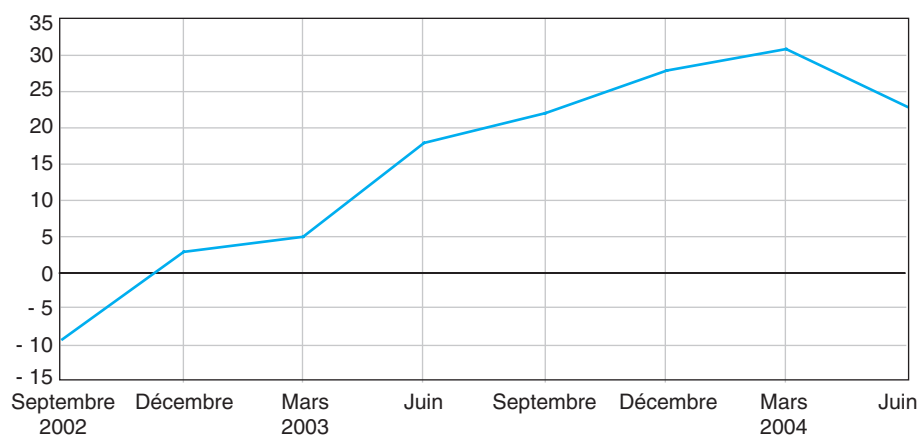
3.1. Les comportements d'épargne

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'épargne des particuliers

	2002		2003		2004			
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Situation du patrimoine financier	- 9	3	5	18	22	28	31	23
Encours moyen des dépôts à vue	33	29	7	21	16	30	28	37
Encours moyen des livrets	49	34	49	45	16	25	22	15
Placements nouveaux en comptes à terme et certificats de dépôt	- 7	- 30	- 25	- 36	- 33	- 35	- 24	- 8
Placements nouveaux en PEL	38	46	11	0	10	7	- 9	- 20
Placements en actions	- 93	- 57	- 61	- 34	- 17	7	13	9
Placements en obligations	- 18	- 16	- 13	- 12	- 14	- 13	- 3	- 2
Placements en OPCVM court terme	- 7	- 8	- 5	- 3	- 1	4	10	- 1
Placements en autres OPCVM	- 21	- 15	- 10	- 3	8	12	28	21

Patrimoine financier des particuliers

(solde des opinions – séries brutes)



Le patrimoine financier des ménages apparaît un peu moins large qu'au trimestre précédent.

La progression des encours moyens des dépôts à vue et des livrets traduit toujours la volonté des particuliers de disposer d'une épargne de précaution, immédiatement disponible.

Parallèlement, les placements nouveaux en PEL continuent d'être affectés par la nouvelle réglementation appliquée, alors que les placements en produits d'assurance vie sont restés très dynamiques, pour des raisons principalement fiscales.

Les placements nouveaux en actions ont enregistré une nouvelle progression, toutefois plus réduite qu'au premier trimestre.

Les placements en obligations restent stables depuis le début de l'année.

Après la hausse des mois précédents, les placements en OPCVM à court terme se sont stabilisés.

Le rythme de l'évolution des placements en autres OPCVM, qui demeure positif, s'est ralenti.

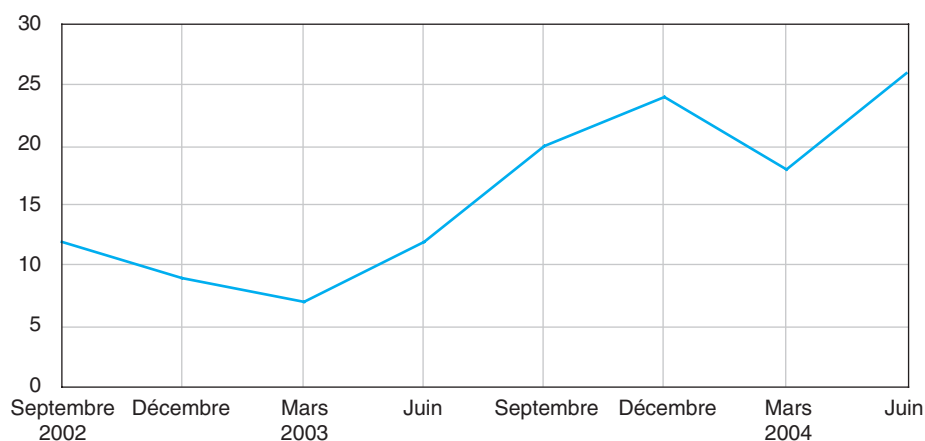
3.2. Les comportements d'endettement

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'endettement des particuliers

	2002		2003		2004			
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Situation de l'endettement global	12	9	7	12	20	24	18	26
Difficultés de paiement	9	11	10	7	7	9	5	0
Autorisations et renouvellements de crédits de trésorerie	7	8	- 3	19	21	14	2	10
Utilisations nouvelles de prêts personnels	16	15	10	30	22	31	10	21
Utilisations nouvelles de prêts immobiliers	45	38	46	65	62	63	56	74
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	16	15	17	14	14	17	24	21
Évolution prévue de la demande de crédits immobiliers	17	19	33	32	26	33	44	39

Endettement global des particuliers

(solde des opinions – séries brutes)



Le niveau d'endettement global des ménages s'est relevé au deuxième trimestre 2004, sous l'effet, notamment, d'une progression de la demande de crédits immobiliers. Il atteint ainsi son plus haut niveau, mais demeure, cependant, selon les établissements interrogés, globalement satisfaisant.

Les difficultés de paiement se sont stabilisées, alors que les utilisations nouvelles de crédits de trésorerie et de prêts personnels s'inscrivent en hausse.

Les utilisations nouvelles de prêts immobiliers sont également en nette progression par rapport aux trimestres précédents. La tendance est au développement des prêts à taux révisables encadrés et à l'allongement des durées de crédit. Par ailleurs, on observe de plus en plus de dossiers de demande de crédit comportant un apport personnel nul ou très faible.

Au cours des prochains mois, selon les établissements interrogés, la demande de crédit devrait continuer de progresser, tant pour les crédits de trésorerie que pour les crédits immobiliers.